## → QUELLES POLITIQUES ECONOMIQUES DANS LE CADRE EUROPEEN ?

## Objectifs d'apprentissage

- 1. Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro) ; comprendre les effets du marché unique sur la croissance.
- 2. Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence.
- 3. Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture.
- 4. Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, chocs asymétriques).

#### Thème(s) 4:

<u>A</u>. La politique monétaire dans la zone euro est unique, elle est conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens...

## 1. La Banque Centrale Européenne et ses objectifs : ...

La BCE, instaurée lors de la création de la zone euro, bénéficie d'un monopole d'émission de l'euro en tant que monnaie commune et unique de l'Union économique et monétaire. Elle définit les grandes orientations de politique monétaire de la zone euro et prend les décisions nécessaires à sa mise en œuvre ; c'est-à-dire en vue de maintenir le pouvoir d'achat de l'euro et donc la stabilité des prix dans la zone euro (= objectifs de stabilité qui faciliteraient les anticipations ; la compétitivité prix ; inciteraient à l'innovation...). L'objectif cible est un taux annuel d'inflation de moyen terme inférieur à 2% mais proche de 2%.

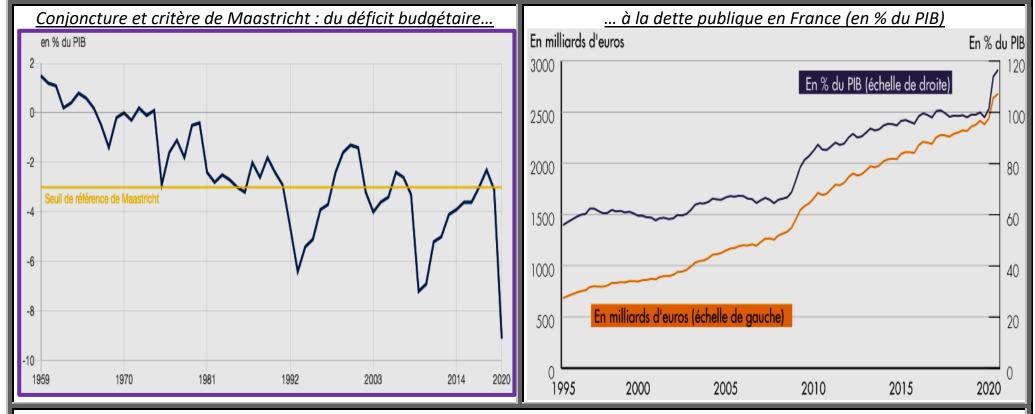
Pour cela la BCE va ainsi réguler la quantité d'argent en circulation dans la zone euro (par les mécanismes de refinancement des banques et non des Etats) et le coût de ce refinancement via sa politique de taux d'intérêt : c'est la politique monétaire. Quand les objectifs de stabilité le refinancement est restreint par l'augmentation du taux d'intérêt directeur (politique dite **restrictive**  $\neq$  expansive)



#### 2. ... des objectifs qui impliquent une convergence budgétaire : un souhait plus qu'une réalité.

Chaque État de la zone euro s'est engagé à respecter des critères de convergence budgétaire prévus par le traité de Maastricht, à savoir un **déficit budgétaire inférieur à 3%** et une **dette inférieure à 60% du PIB.** 

En fixant ces **2 limites comptables**, cela contraint les politiques dites « de relance » visant à provoquer une reprise rapide de l'économie en cas de crise/récession en soutenant la demande (privée ou publique) de son pays, ou le côté offre (accentuer la mobilisation des facteurs de production). En revanche cela oblige souvent à des **politiques d'austérité** qui ont pour objectif principal non pas la croissance mais le rétablissement des comptes publics (réduire les dépenses, diminuer le nombre de fonctionnaires, modérer leurs salaires des derniers, augmenter les impôts…)



En 2021, quatre pays de l'UE ont une dette publique supérieure à 120 % de leur PIB. Avec un ratio atteignant 200,7 %, la **Grèce** détient de loin le plus fort taux d'endettement de l'Union européenne, devant l'**Italie** (155,3 %), le **Portugal** (130,5 %) et l'**Espagne** (121,8 %). Aussi, la **France** est au-dessus de la moyenne des Vingt-Sept (90,1 %), avec une dette qui atteint actuellement 116 % de son PIB. L'**Allemagne** a une dette publique de 69,4 %.

# 1. Enjeu de coordination : peut-on concilier diversité des modèles européens et monnaie unique ? https://www.youtube.com/watch?v=g9GXK2WjoXY

**Avant** la création de l'Europe, les États européens se concurrençaient de façon artificielle grâce des dévaluations offensives de leur monnaie. En diminuant la valeur de leur monnaie, les produits exportés redevenaient moins chers : ils gagnaient ainsi en compétitivité. Aujourd'hui, avec l'euro, **il n'y a plus qu'une seule politique monétaire** pour tous les États et donc un seul taux de change. Cependant, ce taux doit pouvoir correspondre aux intérêts de tous les pays de la zone euro.

Pourtant, au sein de l'Europe, il existe plusieurs États et donc plusieurs modèles de fonctionnement. Individuellement, ces modèles ont un sens. Cependant, malgré un marché unique et une monnaie commune, les différences de fonctionnement persistent, ce qui crée des performances économiques très différentes en fonction de chaque État. Aujourd'hui relativement élevé, le taux de change de l'euro rend les produits européens chers à l'exportation. Les états européens doivent alors adopter des stratégies pour s'adapter : limiter leurs coûts du travail ou se positionner sur des produits hauts de gamme par exemple.

Ce taux est ainsi particulièrement favorable à un pays comme l'Allemagne. En effet, le modèle allemand se caractérise par sa maîtrise des coûts du travail. Les entreprises allemandes négocient fortement les niveaux de salaire avec les syndicats. Cependant, c'est un pays vieillissant qui risque d'avoir de lourdes dépenses, notamment en matière de santé.

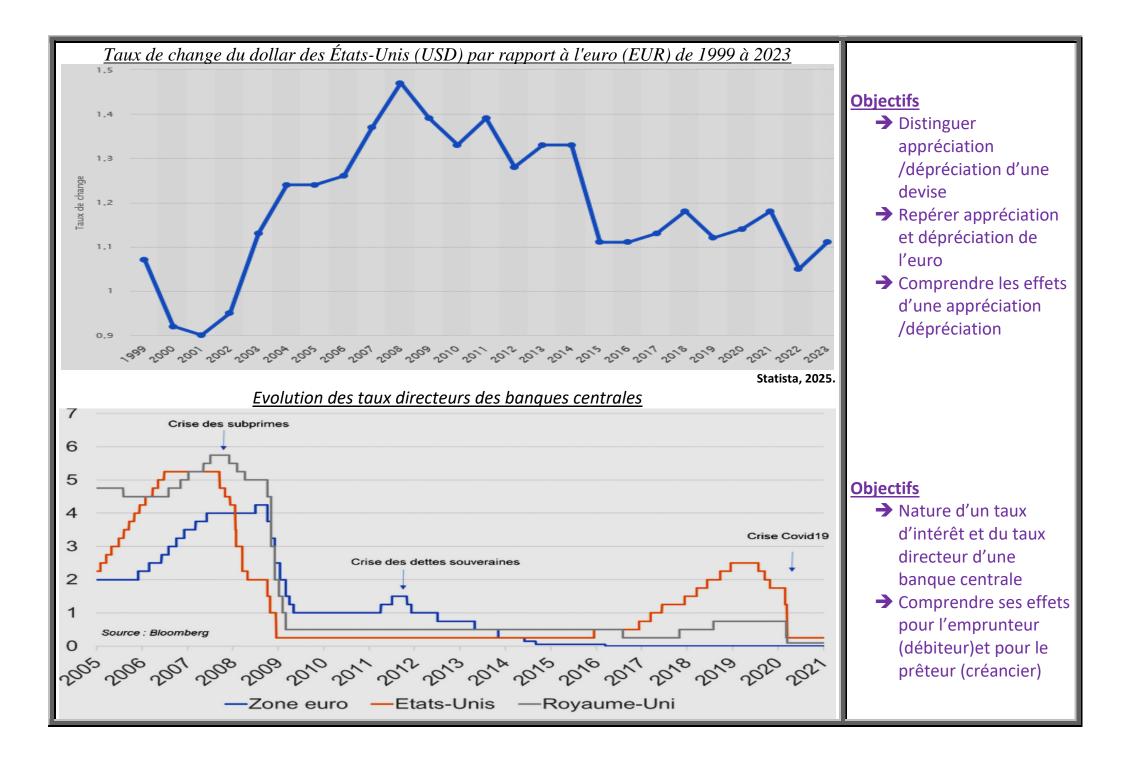
Le modèle nordique quant à lui, se caractérise par de fortes dépenses sociales, qui sont compensées par un marché du travail flexible : par exemple, on n'a pas le droit de refuser un poste si l'on est au chômage et le salaire minimum est différent en fonction de son âge ou de sa région.

Le modèle français se caractérise par un marché du travail plus rigide avec des coûts du travail très élevés. Cependant, grâce à ses salaires élevés et à son système de compensation sociale, la France stimule fortement sa demande.

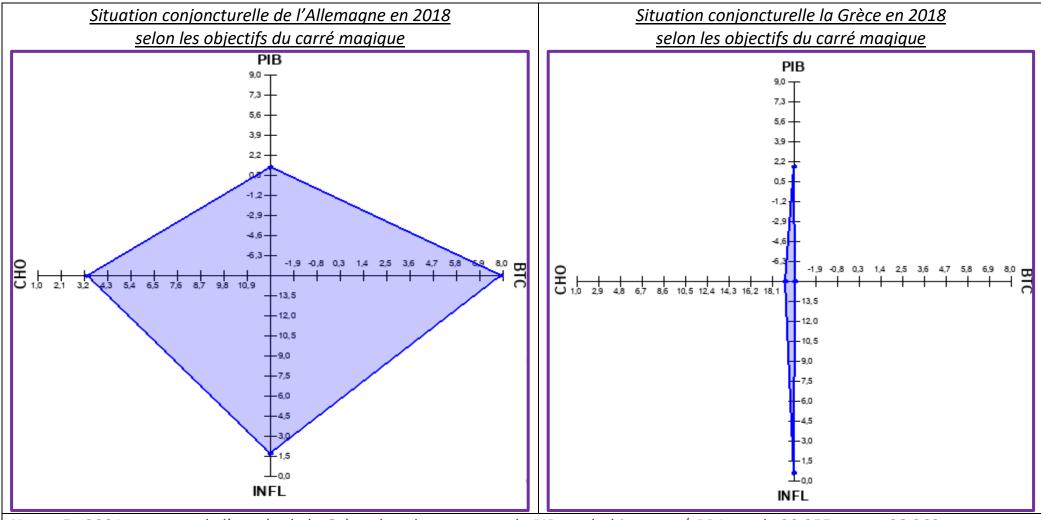
Pour que les atouts la zone euro puissent bénéficier à tous les pays membres, les États vont donc être dans l'obligation de faire des compromis afin de trouver un modèle de fonctionnement plus homogène. Par exemple, l'Allemagne pourrait se rapprocher des autres économies en stimulant sa demande et la France et l'Italie pourraient s'aligner sur la rigueur germanique ou instaurer plus de flexibilité sur leur marché du travail.

## Ce qu'il faut relever (objectifs)

- **→** a.
- **→** b
- **→** c.



## 2. ... Comment l'illustrer ? les situations asymétriques au sein de la zone euro



Note: En 2001, moment de l'entrée de la Grèce dans la zone euro, le PIB par habitant en \$ PPA est de 20 955 contre 28 369 pour l'Allemagne. Comparez-les à l'aide d'un indice. Que peut-on déjà en déduire quant aux structures économiques des 2 pays? 1. Dans un tableau comparez les situations de l'Allemagne et de la Grèce en 2018. 2. Quels sont les « points » de convergence relative... et de nette divergence ? 3. En quoi la faible inflation en Grèce ne semble pas soutenir sa compétitivité vis-à-vis du RDM ? Quel rôle peut jouer le taux de change de l'euro ? 4. En quoi la compétitivité hors prix (ou compétitivité « produits ») de l'Allemagne lui permet de « supporter » les objectifs de la BCE ? 5. De quelles politiques monétaires et budgétaires pourraient bénéficier l'Allemagne ? La Grèce ? 6. En quoi l'élaboration d'un budget fédéral conséquent pourrait permettre de mieux faire face aux chocs asymétriques ?

#### 1. La Banque Centrale Européenne et ses objectifs : ...

La BCE, instaurée lors de la création de la zone euro, bénéficie d'un monopole d'émission de l'euro en tant que monnaie commune et unique de l'Union économique et monétaire. Elle définit les grandes orientations de politique monétaire de la zone euro et prend les décisions nécessaires à sa mise en œuvre ; c'est-à-dire en vue de maintenir le pouvoir d'achat de l'euro et donc la stabilité des prix dans la zone euro (= objectifs de stabilité qui faciliteraient les anticipations ; la compétitivité prix ; inciteraient à l'innovation...). L'objectif cible est un taux annuel d'inflation de moyen terme inférieur à 2% mais proche de 2%.

Pour cela la BCE va ainsi réguler la quantité d'argent en circulation dans la zone euro (par les mécanismes de refinancement des banques et non des Etats) et le coût de ce refinancement via sa politique de taux d'intérêt : c'est la politique monétaire. Quand les objectifs de stabilité le refinancement est restreint par l'augmentation du taux d'intérêt directeur (politique dite **restrictive**  $\neq$  expansive)

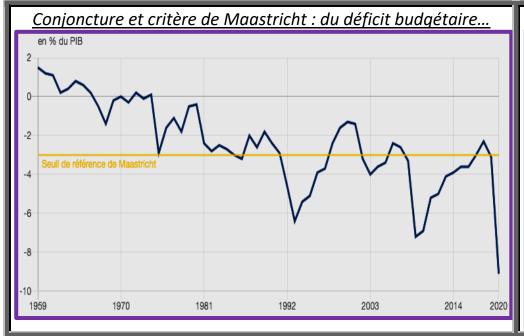
#### 2. La Banque Centrale Européenne et ses objectifs : ...

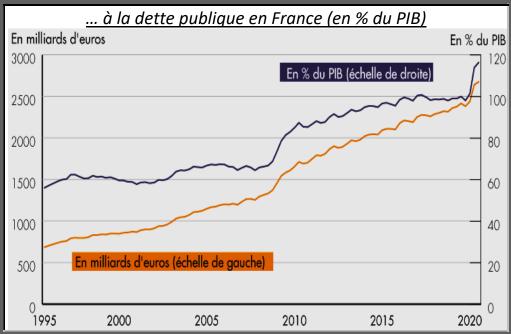
La BCE, instaurée lors de la création de la zone euro, bénéficie d'un monopole d'émission de l'euro en tant que monnaie commune et unique de l'Union économique et monétaire. Elle définit les grandes orientations de politique monétaire de la zone euro et prend les décisions nécessaires à sa mise en œuvre ; c'est-à-dire en vue de maintenir le pouvoir d'achat de l'euro et donc la stabilité des prix dans la zone euro (= objectifs de stabilité qui faciliteraient les anticipations ; la compétitivité prix ; inciteraient à l'innovation...). L'objectif cible est un taux annuel d'inflation de moyen terme inférieur à 2% mais proche de 2%.

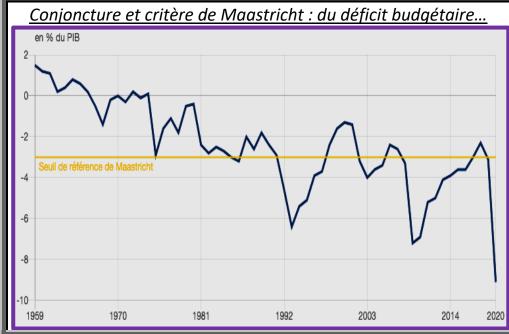
Pour cela la BCE va ainsi réguler la quantité d'argent en circulation dans la zone euro (par les mécanismes de refinancement des banques et non des Etats) et le coût de ce refinancement via sa politique de taux d'intérêt : c'est la politique monétaire. Quand les objectifs de stabilité le refinancement est restreint par l'augmentation du taux d'intérêt directeur (politique dite **restrictive**  $\neq$  expansive)

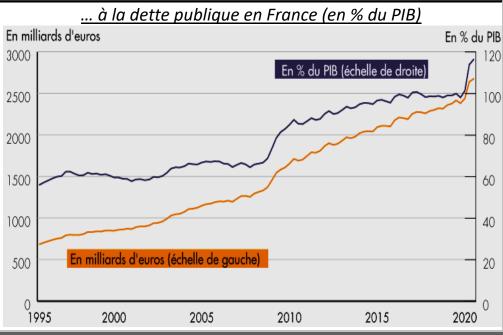


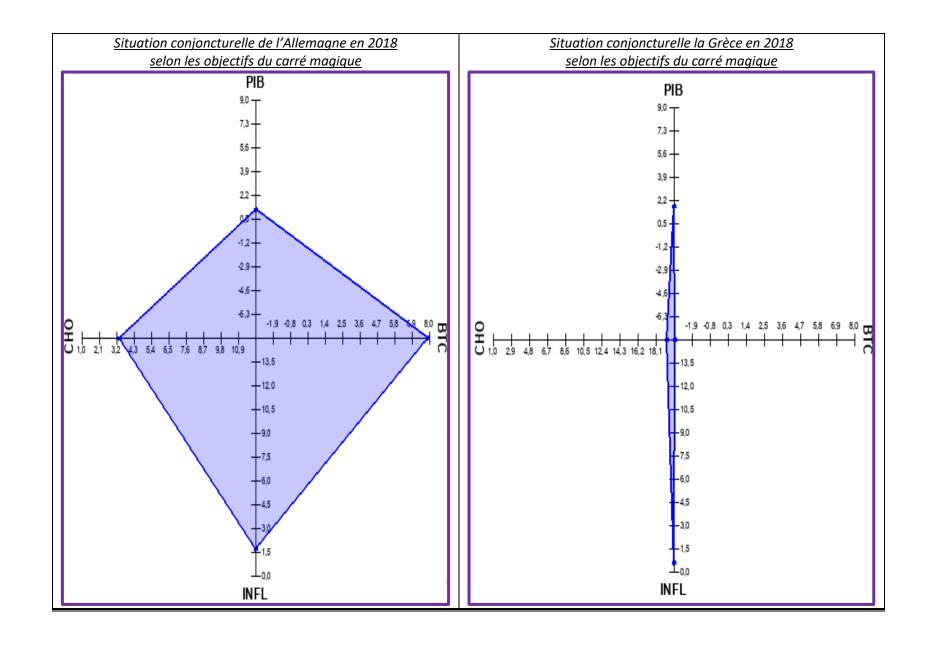












## Enjeu de coordination : peut-on concilier diversité des modèles européens et monnaie unique ?

#### → <a href="https://www.youtube.com/watch?v=g9GXK2WjoXY">https://www.youtube.com/watch?v=g9GXK2WjoXY</a>

Avant la création de l'Europe, les États européens se concurrençaient de façon artificielle grâce des dévaluations offensives de leur monnaie. En diminuant la valeur de leur monnaie, les produits exportés redevenaient moins chers : ils gagnaient ainsi en compétitivité. Aujourd'hui, avec l'euro, il n'y a plus qu'une seule politique monétaire pour tous les États et donc un seul taux de change. Cependant, ce taux doit pouvoir correspondre aux intérêts de tous les pays de la zone euro.

Pourtant, au sein de l'Europe, il existe plusieurs États et donc plusieurs modèles de fonctionnement. Individuellement, ces modèles ont un sens. Cependant, malgré un marché unique et une monnaie commune, les différences de fonctionnement persistent, ce qui crée des performances économiques très différentes en fonction de chaque État. Aujourd'hui relativement élevé, le taux de change de l'euro rend les produits européens chers à l'exportation. Les états européens doivent alors adopter des stratégies pour s'adapter : limiter leurs coûts du travail ou se positionner sur des produits hauts de gamme par exemple.

Ce taux est ainsi particulièrement favorable à un pays comme l'Allemagne. En effet, le modèle allemand se caractérise par sa maîtrise des coûts du travail. Les entreprises allemandes négocient fortement les niveaux de salaire avec les syndicats. Cependant, c'est un pays vieillissant qui risque d'avoir de lourdes dépenses, notamment en matière de santé.

Le modèle nordique quant à lui, se caractérise par de fortes dépenses sociales, qui sont compensées par un marché du travail flexible : par exemple, on n'a pas le droit de refuser un poste si l'on est au chômage et le salaire minimum est différent en fonction de son âge ou de sa région.

Le modèle français se caractérise par un marché du travail plus rigide avec des coûts du travail très élevés. Cependant, grâce à ses salaires élevés et à son système de compensation sociale, la France stimule fortement sa demande.

Pour que les atouts la zone euro puissent bénéficier à tous les pays membres, les États vont donc être dans l'obligation de faire des compromis afin de trouver un modèle de fonctionnement plus homogène. Par exemple, l'Allemagne pourrait se rapprocher des autres économies en stimulant sa demande et la France et l'Italie pourraient s'aligner sur la rigueur germanique ou instaurer plus de flexibilité sur leur marché du travail.

## Enjeu de coordination : peut-on concilier diversité des modèles européens et monnaie unique ?

#### → <a href="https://www.youtube.com/watch?v=g9GXK2WjoXY">https://www.youtube.com/watch?v=g9GXK2WjoXY</a>

Avant la création de l'Europe, les États européens se concurrençaient de façon artificielle grâce des dévaluations offensives de leur monnaie. En diminuant la valeur de leur monnaie, les produits exportés redevenaient moins chers : ils gagnaient ainsi en compétitivité. Aujourd'hui, avec l'euro, il n'y a plus qu'une seule politique monétaire pour tous les États et donc un seul taux de change. Cependant, ce taux doit pouvoir correspondre aux intérêts de tous les pays de la zone euro.

Pourtant, au sein de l'Europe, il existe plusieurs États et donc plusieurs modèles de fonctionnement. Individuellement, ces modèles ont un sens. Cependant, malgré un marché unique et une monnaie commune, les différences de fonctionnement persistent, ce qui crée des performances économiques très différentes en fonction de chaque État. Aujourd'hui relativement élevé, le taux de change de l'euro rend les produits européens chers à l'exportation. Les états européens doivent alors adopter des stratégies pour s'adapter : limiter leurs coûts du travail ou se positionner sur des produits hauts de gamme par exemple.

Ce taux est ainsi particulièrement favorable à un pays comme l'Allemagne. En effet, le modèle allemand se caractérise par sa maîtrise des coûts du travail. Les entreprises allemandes négocient fortement les niveaux de salaire avec les syndicats. Cependant, c'est un pays vieillissant qui risque d'avoir de lourdes dépenses, notamment en matière de santé.

Le modèle nordique quant à lui, se caractérise par de fortes dépenses sociales, qui sont compensées par un marché du travail flexible : par exemple, on n'a pas le droit de refuser un poste si l'on est au chômage et le salaire minimum est différent en fonction de son âge ou de sa région.

Le modèle français se caractérise par un marché du travail plus rigide avec des coûts du travail très élevés. Cependant, grâce à ses salaires élevés et à son système de compensation sociale, la France stimule fortement sa demande.

Pour que les atouts la zone euro puissent bénéficier à tous les pays membres, les États vont donc être dans l'obligation de faire des compromis afin de trouver un modèle de fonctionnement plus homogène. Par exemple, l'Allemagne pourrait se rapprocher des autres économies en stimulant sa demande et la France et l'Italie pourraient s'aligner sur la rigueur germanique ou instaurer plus de flexibilité sur leur marché du travail.